

Service Prévention des Risques Environnementaux
Secteur Industrie Agro-Alimentaire
9, rue du sabot
22440 PLOUFRAGAN

PLOUFRAGAN, le 07/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/09/2022

Contexte et constats

Publié sur



SAS LE PLENIER BOSCHER

ZONE ARTISANALE DE GUERGADIC
22530 GUERLEDAN

Code AIOT : 0005500194

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/09/2022 dans l'établissement SAS LE PLENIER BOSCHER implanté ZONE ARTISANALE DE GUERGADIC 22530 GUERLEDAN. L'inspection a été annoncée le 05/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection intervient dans le cadre de la situation hydrologique et du niveau de "crise sécheresse" dans le département des Côtes d'Armor et porte sur le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral du 10 août 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS LE PLENIER BOSCHER
- ZONE ARTISANALE DE GUERGADIC 22530 GUERLEDAN
- Code AIOT : 0005500194
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

La SAS LE PLENIER BOSCHER à Guerlédan, filiale de la Société Bretonne de Volailles (SBV) est spécialisée dans l'abattage et la découpe de volailles.

Au titre des ICPE, les activités du site sont régies par l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 07/02/2008 et soumises à la directive sur les émissions industrielles pour la rubrique principale n°3641 (exploitation d'abattoir) et n°3642-1 (traitement et transformation de matières premières animales).

Les capacités de production autorisées sont:

- pour l'activité d'abattage: 480 t de carcasses/jour de pointe et 100000 t de carcasses/an;
- pour l'activité de découpe: 480 t de produits finis /jour de pointe et 100000 t de produits finis / an.

Le thème de visite retenu est le suivant :

- respect des mesures de restrictions sécheresses dans le cadre l'arrêté préfectoral du 10/08/2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Consommation d'eau : Origine de l'eau du site et valeurs limites	Arrêté Préfectoral du 07/02/2008, article 4.1.1	/	Sans objet
7	Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 07/02/2018, article 4.2.1; 4.2.2 et 4.2.3	/	Sans objet
8	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 07/02/2008, article 4.1.2	/	Sans objet
9	Caractéristiques des rejets au milieu	Arrêté Préfectoral du 07/02/2008, article 4.3.8	/	Sans objet
10	Déclaration incidents	Arrêté Préfectoral du 07/02/2008, article 2.5.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Niveau d'alerte sécheresse	Arrêté Préfectoral du 10/08/2022, article 1er	/	Sans objet
2	Suivi des consommations	Arrêté Préfectoral du 10/08/2022, article 2 (ligne 7)	/	Sans objet
3	Réduction de consommation ou mesure alternative	Arrêté Préfectoral du 10/08/2022, article 2 (ligne 7)	/	Sans objet
5	Intégration dans le paysage	Arrêté Préfectoral du 07/02/2008, article 2.3	/	Sans objet
6	Prélèvement et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 20	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des mesures structurelles et organisationnelles ont été mises en oeuvre par l'exploitant pour réduire la consommation d'eau pour ses activités d'abattage et de découpe de volailles.

Le ratio de consommation d'eau par kg de carcasses, fixé à l'article 20 de l'arrêté ministériel du 30/04/2004 est respecté par l'exploitant (3,84 l/kg de carcasses).

On note de manière générale une évolution des consommations d'eau sur le site avec un

dépassement des volumes de prélèvements autorisés par l'arrêté préfectoral du 7 février 2008. Selon l'exploitant, cette évolution est notamment liée à une augmentation de la surface du site et au fonctionnement de nouveaux process (atelier steak hachés, nouvelle ligne de désossage de cuisses, nouveau quai Atlas).

L'exploitant devra s'assurer du respect de son arrêté préfectoral pour le prélèvement d'eau maximum autorisé:

- soit par une réduction des volumes de volailles abattus et découpés sur site;
- soit par une modification du volume de prélèvement d'eau maximal autorisé sur le site, qui devra être présentée dans un dossier de porter-à-connaissance en application de l'article R.181-46 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Niveau d'alerte sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2022, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Déclaration des niveaux de sécheresse sur le département des Côtes d'Armor
Constats : L'arrêté préfectoral du 10 août 2022, pris en application de l'arrêté cadre sécheresse du 16 juin 2022, a déclaré en état de "crise sécheresse" tout le département au titre des milieux aquatiques. Il définit les mesures de restriction applicables. Le site est notamment visé par les mesures définies à l'article 2 ligne 7.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Suivi des consommations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2022, article 2 (ligne 7)
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Relevé des compteurs à fréquence hebdomadaire
Constats : Le site dispose d'un compteur principal et de compteurs divisionnaires permettant un relevé quotidien des consommations d'eau automatiquement. Ces données sont enregistrées informatiquement via le logiciel LINA et vérifiées par l'exploitant pour s'assurer de l'absence de dérives. Le jour du contrôle il a été vérifié la présence et l'accessibilité au compteur principal. Ce compteur principal (suivi par la SAUR) est situé hors de la clôture du site. Le couvercle de regard n'est pas sécurisé (risque de malveillance). Le jour du contrôle il n'a pas été constaté d'arrosage abusif d'espaces verts ou de lavage de véhicules inappropriés. L'inspection n'a pas observé de fuites d'eau.
Observations : L'exploitant devra s'assurer, avec le distributeur d'eau, de la sécurisation de l'accès au compteur d'eau afin de maîtriser les risques de malveillance.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Réduction de consommation ou mesure alternative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2022, article 2 (ligne 7)
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Usage de l'eau strictement nécessaires au process de production ou à l'activité exercée: Réduction impérative de - 25 % et objectif à -40% de la consommation moyenne hebdomadaire interannuelle calculée sur les 5 dernières années correspondant à la période en cours hors période de sécheresse, sauf si : - l'arrêté préfectoral encadrant l'activité prévoit des prescriptions relatives aux économies d'eau à réaliser en cas de sécheresse, Ou - l'industriel peut présenter un diagnostic de moins de 5 ans portant sur son procédé et proposant un plan d'actions de réduction des consommations d'eau qu'il a mis en oeuvre, Ou - l'industriel peut démontrer que ses besoins en eau utilisée pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (e.g mise en oeuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique reconnue pour le secteur d'activité).
Constats : Un plan d'actions est présenté par l'exploitant le jour du contrôle. Des mesures structurelles et matérielles visant à réduire les consommations d'eau ont été mises en œuvre et sont en cours par l'exploitant sur le site, à savoir: - le recyclage de l'eau depuis janvier 2021, pour le nettoyage des conteneurs au quai vif, le nettoyage de la STEP et la préparation de polymère; - le changement des buses afin de réaliser les opérations de dégrossi et lavage pendant les pauses; - l'optimisation des laveuses de caquettes et de box; - l'élimination de l'utilisation de buse droite pour le nettoyage de l'usine; - l'optimisation des opérations de nettoyage par la mise en place de nouvelles laveuses (crochets et cônes); - la mise en place d'électrovannes pour éviter les dérives (ex: opération de remplissage des bacs d'échaudoir); - la mise au point du nouveau process au "quai Atlas". Des actions de surveillance, d'information et de sensibilisation sont également mises en places avec: - la création d'un groupe de travail dédié au suivi et à l'optimisation des consommations d'eau; - la sensibilisation des équipes via le journal de l'entreprise mensuel, l'information des équipes sur les indicateurs de consommations d'eau; - la sensibilisation de l'équipe de nettoyage extérieur, SIHL; - la création d'un poste de technicien supplémentaire au sein du service environnement; - la "traque des fuites" par une organisation de tour de terrain par zone (exemple de la zone éviscération / co-produits présenté dans le plan d'actions). L'exploitant s'est inscrit au mois janvier 2022 au programme d'économie d'eau Ecod'O3 porté par la CCI Bretagne. Le plan d'actions 2022 fait l'objet d'un suivi tracé et documenté par le groupe de travail.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Consommation d'eau : Origine de l'eau du site et valeurs limites

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2008, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Origine de l'eau du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes: Origine de la ressource: Réseau public Prélèvement maximal annuel (m3/an): 300 000 m3 Débit maximal journalier (m3/j): 1200 m3 Débit maximal horaire (m3/j): 60 m3 Afin de limiter encore d'avantage la consommation d'eau à partir du réseau public, l'exploitant va procéder, après traitement mécanique, à un recyclage partiel de l'eau épurée. L'eau recyclée est utilisée pour le nettoyage de surface n'étant pas en contact avec les denrées alimentaires. Le volume recyclé est évalué à 100 m3/j. Un suivi de la qualité bactériologique des eaux sera réalisé. Constats : L'alimentation de l'eau se fait exclusivement via le réseau d'adduction d'eau public (AEP). Les consommations d'eau sont relevées automatiquement quotidiennement. Les valeurs de consommations annuelles en eau, communiquées par l'exploitant sont les suivantes: - 2017: 310535 m3; - 2018: 313962 m3; - 2019: 311804 m3; - 2020: 313053 m3; - 2021: 308411 m3. Les relevés de consommation d'eau enregistrés par l'exploitant dans la base de données GEREP sont: - 2020: 312406 m3; - 2021: 311625 m3. Il existe une incohérence entre les données présentées le jour du contrôle et les données enregistrées dans GEREP. La consommation d'eau globale du site ne respecte pas les prescriptions de l'arrêté préfectoral en vigueur (supérieur à 300000 m3). La consommation moyenne hebdomadaire en eau pour l'année 2021 était évaluée à 6016 m3 (91% pour le processus de lavage, 6% pour les utilités, 1% usage sanitaire,...). La moyenne de consommation d'eau hebdomadaire, depuis la publication de l'arrêté crise sécheresse est de 5969 m3. Sur les cinq dernières années et sur la même période, la consommation moyenne était évaluée à 6184 m3. Observations : L'exploitant devra: - vérifier les données enregistrées dans la base de données GEREP et s'assurer de la concordance avec les données présentées le jour du contrôle; - se positionner soit, sur une révision de son arrêté préfectoral d'autorisation par une modification du volume de prélèvement d'eau maximal autorisé, soit sur la réduction des volumes de volailles abattus et découpés sur site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2008, article 2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté et esthétique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 2.3.1. Propreté L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Article 2.3.2. Esthétique Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture,...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).
Constats : Les installations observées le jour du contrôle sont maintenues en bon état de propreté et d'entretien. Les abords du site sont correctement entretenus et sécurisés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Prélèvement et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Ratio litres d'eau consommée / kg de carcasses
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations sont conçues et exploitées de manière à limiter les usages superflus de l'eau. Le niveau maximum de consommation liée aux opérations d'abattage ne dépasse en aucun cas la valeur de 6 litres d'eau par kilogramme de carcasse. Lorsque la réfrigération des carcasses est assurée par immersion, le niveau de consommation ne dépasse pas 10 litres d'eau/kg de carcasse.
Constats : Le ratio communiqué par l'exploitant pour l'année 2021 est de 3,84 litres / kg de carcasses.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Collecte des effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2018, article 4.2.1; 4.2.2 et 4.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux - entretien et surveillance des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 4.2.1 Dispositions générales: Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu aux chapitres 4.2 et 4.3 ou non conforme à leurs dispositions est interdit. A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur. Article 4.2.2 Plan des réseaux: Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître: - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation; - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,...); - les secteurs collectés et les réseaux associés; - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs,...); - les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu). Article 4.2.3 Entretien et surveillance Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur. Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.
Constats : Le suivi du plan d'actions présenté par l'exploitant le jour du contrôle indique que le plan des réseaux n'est pas à jour. Cette mise à jour a été identifiée comme une action à réaliser. Par ailleurs, à posteriori de l'inspection, le service Sécurité Sanitaire de l'Alimentation de la DDPP a informé nos services d'un défaut d'évacuation des eaux résiduelles industrielles dans la zone de lavage des camions, entraînant une inondation de la zone entre le portique de désinfection et la zone propre (constat transmis par le service sécurité sanitaire de l'alimentation à l'exploitant le 29/09/2022).
Observations : L'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées: - un diagnostic et le plan des réseaux eaux à jour; - les actions correctives mises en œuvre dans la zone de lavage des camions afin de canaliser l'ensemble des eaux de lavage.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Prélèvements et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2008, article 4.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un ou plusieurs réservoirs de coupures ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement. Les réseaux d'eaux recyclées sont clairement identifiés, et sans aucune interconnexion avec le réseau d'eau potable existant.
Constats : L'installation est équipée de disconnecteurs. Les réseaux d'eaux (eau recyclée, eau AEP) ne sont pas identifiés par un étiquetage approprié dans le local haute pression.
Observations : L'exploitant devra identifier les différents réseaux d'eau dans le local HP et sur l'ensemble du site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Caractéristiques des rejets au milieu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2008, article 4.3.8
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après traitement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies [...].
Constats : La restitution des données GIDAF sur la période de janvier 2022 à août 2022, montre plusieurs dépassements sur les paramètres MES et Phosphore.
Observations : L'exploitant devra impérativement s'assurer du respect des valeurs limites d'émissions imposées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. L'inspection des installations classées attire également votre attention sur la vigilance à renforcer sur la qualité des rejets aqueux de votre site qui peuvent engendrer un impact important sur les milieux aquatiques, en raison des faibles débits des cours d'eau récepteurs.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Déclaration incidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2008, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et rapport
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 18 jours à l'inspection des installations classées.
Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a mentionné la survenue d'un incendie sur un surchauffeur. Cet incident n'a pas été déclaré à l'inspection des installations classées, conformément à la réglementation.
Observations : Il conviendra à l'exploitant: - de transmettre un rapport d'incident sur le surchauffeur en présentant les circonstances, les causes, les conséquences et les actions correctives mises en œuvre. * Une fiche de notification d'incident/accident de la base ARIA est disponible via le lien suivant: https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/en-cas-daccident/informer-linspection-des-installations-classees-dun-accident/
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet